



# LA FEDERATION COMMUNIQUE

## "Filter-Gate"

### QUAND L'ÉTAT CAUTIONNE

*Dans un courrier aux ministères concernés, notre Fédération s'est, une nouvelle fois, élevée contre la politique gouvernementale concernant la filière tabacole.*

La presse fait état d'un nouveau scandale sanitaire. Les fabricants de cigarettes auraient délibérément falsifié les résultats des tests pour minimiser les teneurs en nicotine, goudron et monoxyde de carbone afin de tromper les consommateurs, en introduisant des micros orifices dans les filtres. Le Comité national contre le tabagisme a porté plainte contre les industriels du tabac. Ces pratiques mafieuses, dont le seul objectif vise à engranger toujours plus de profits pour les actionnaires au détriment de la santé des consommateurs, sont inacceptables.

Afin de combattre de telles pratiques, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) recommande que les contrôles des produits du tabac soient réalisés par des organismes indépendants. Recommandation aussitôt foulée du pied par la Commission Européenne qui, cédant aux lobbys des fabricants, renvoie à l'autocontrôle, véritable tarte à la crème permettant à ces derniers de se livrer à ce genre de manipulations.

Les politiques publiques menées par les gouvernements successifs, qui ont conduit à la privatisation de la SEITA, portent l'entière responsabilité d'une situation où les industriels ont les mains libres pour définir et au besoin manipuler les résultats des tests concernant le degré de nocivité des produits qu'ils mettent sur le marché.

Notre Fédération lors d'une rencontre avec le ministère de la Santé dans le cadre du projet de délocalisation entraînant la fermeture de la manufacture de Carquefou (44) et du laboratoire de Fleury les Aubrais (45), a démontré qu'une telle politique aura pour conséquences l'impossibilité pour notre pays de développer une politique de contrôle de la qualité et de la composition des produits tabacoles vendus en France.

Parce que le tabagisme est une question de santé publique, l'Etat doit prendre toutes ses responsabilités et ne pas laisser les industriels dicter leur loi. L'intervention de l'Etat est d'autant plus urgente qu'Impérial Brands, propriétaire de la SEITA vient de décider de la fermeture de la dernière usine française de fabrication de cigarettes située à Riom (63) et refuse de prendre en compte les propositions alternatives développées par les salariés et les agriculteurs pour reconquérir une filière tabacole nationale permettant de créer des emplois, défendre notre potentiel industriel et agricole et contrôler la composition des produits.

S'il fallait encore le démontrer, le «filter-gate» met en évidence que la nationalisation de la filière tabacole s'impose.

*Notre Fédération exige que les ministères concernés assument toutes leurs responsabilités dans la défense de la santé publique, le développement maîtrisé nationalement de nos potentiels tabacoles, le maintien et la création d'emplois.*

Montreuil, le 22 février 2018